



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions/Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
See herein for bid submission
instructions/

Voir la présente pour les
instructions sur la présentation
d'une soumission

NA
Ontario

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Solution d'oculométrie portative	
Solicitation No. - N° de l'invitation W7719-215523/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W7719-21-5523	Date 2021-03-06
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-930-8355	
File No. - N° de dossier KIN-0-54170 (930)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-03-31 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Littlefield, Mike	Buyer Id - Id de l'acheteur kin930
Telephone No. - N° de téléphone (613) 449-4206 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Defence R&D Canada - Toronto 1133 Sheppard Avenue West Toronto, ON M3K 2C9	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 BESOIN	4
1.2 COMPTE RENDU	4
1.3 SERVICE CONNEXION POSTEL.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS - CONNEXION POSTEL SEULEMENT.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.4 LOIS APPLICABLES	6
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS.....	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION - NOTE COMBINÉE LA PLUS HAUTE SUR LE PLAN DU MÉRITE TECHNIQUE ET DU PRIX	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	14
6.2 BESOIN	14
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	14
6.4 DURÉE DU CONTRAT	15
6.5 RESPONSABLES.....	16
6.6 PAIEMENT	18
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	18
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	19
6.9 LOIS APPLICABLES	19
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	19
6.11 CONTRAT DE DÉFENSE.....	19
6.12 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	19
6.13 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	19
6.14 INSPECTION ET ACCEPTATION	20
6.15 MATÉRIEL: EN VERTU DES DISPOSITIONS DES CONDITIONS GÉNÉRALES SUPPLÉMENTAIRES 4001:	20
ANNEXE A	21
BESOIN	21
ANNEXE B	25
BASE DE PAIEMENT	25
ANNEXE C DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	28
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	28

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE D	29
CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE OBLIGATOIRES	29
EXIGENCES COTÉES	29
ANNEXE E	34
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE CERTIFICATION	34
ANNEXE F	35
FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE	35

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

L'exigence est détaillée au titre de l'article annexe 6.2, exigence des clauses contractuelles qui en découlent.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Service Connexion postal

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des soumissions - Connexion postel Seulement

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

Unité de réception des soumissions de la région de l'Ontario de TPSGC

Seules les soumissions soumises à l'aide du service epost Connect seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un e-mail demandant d'ouvrir une conversation epost Connect à l'adresse suivante :

TPSGC.orreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture d'une conversation epost Connect est envoyée à l'adresse e-mail ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la sollicitation.

Les soumissions transmises par télécopieur ou par papier à TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

Les soumissions transmises par fac-similé ou papier ne seront pas acceptées.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Les soumissionnaires doivent s'assurer qu'ils se conforment pleinement aux exigences obligatoires pour être considérés comme réceptifs. Si vous ne démontrez pas clairement la pleine conformité ou si vous ne fournissez pas de documents justificatifs, l'offre sera jugée non conforme.

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les critères d'évaluation obligatoires sont inclus dans l'annexe D.

4.1.1.2 Critères techniques évalués au point

Les Critères techniques évalués au point sont inclus dans l'annexe D.

4.1.2 Évaluation financière

Critères financiers obligatoires

- a. Le soumissionnaire doit soumettre des prix unitaires fermes pour tous les articles énumérés à l'annexe B, base de prix A et B, en dollars canadiens, les taxes de vente harmonisées sont exclues, DDP (Destination telle qu'identifiée à l'article 6.4.3 des clauses contractuelles qui en résultent) Incoterms 2010, frais de transport inclus, toutes les taxes douanières et accises applicables incluses.
- b. Le prix unitaire ferme du soumissionnaire sera multiplié par la quantité pour obtenir le prix unitaire ferme calculé.

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26), Évaluation du prix

4.1.2.1 Le prix utilisé dans l'évaluation sera le prix total évalué, qui est calculé comme suit :

- (a) Le prix total évalué est la somme des prix pour la base d'établissement de tarification « A » et « B » seulement.

4.2 Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

- 1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de trente **(30) points** requis pour l'évaluation technique critère faisant l'objet de cotation numérique.

L'échelle de cotation compte quatre-vingt (80) points.

2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (a) ou (b) ou (c) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 40 % sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60 %.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 80, et le prix évalué le plus bas est de 200 000,00 \$.

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60%) et du prix (40%)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		30/80	50/80	65/80
Prix évalué de la soumission		\$200,000.00	\$225,000.00	\$250,000.00
Calculs	Note pour le mérite technique	$30/80 \times 60 = 22.50$	$50/80 \times 60 = 37.50$	$65/80 \times 60 = 48.75$
	Note pour le prix	$200,000/200,000 \times 40 = 40$	$200,000/225,000 \times 40 = 35.56$	$200,000/250,000 \times 40 = 32.00$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Note combinée	62.50	73.06	80.75
Évaluation globale	3ième	2ième	1er

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail \(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4\)](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestation du fabricant original de matériel – Annexe F

Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant original de matériel (FOM) pour tous les éléments de matériel proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter un certificat du FOM attestant son autorisation de fournir et de maintenir le matériel du FOM, qui doit être signé par le FOM (non pas le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas le FOM du matériel qu'il propose de fournir au Canada si le certificat du FOM n'a pas été fourni au Canada. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire de certificat du FOM contenu dans la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation du FOM, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires et des FOM qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis.

Si le matériel proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs FOM, un certificat du FOM distinct est exigé pour chaque fabricant FOM.

Aux fins de la présente demande de soumissions, FOM désigne le fabricant du matériel, comme en témoigne le nom qui apparaît sur le matériel et sur tous les documents connexes.

5.2.4 Attestation de l'éditeur de logiciel et autorisation de l'éditeur de logiciel – Annexe F

(a) Si le soumissionnaire est l'éditeur de tout élément des logiciels privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis.

(b) Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits ou composants logiciels proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciel, qui doit être signée par ce dernier (pas le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à une soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les logiciels privés proposés au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de ce dernier n'ait été fournie au Canada. Si les logiciels privés proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs éditeurs de logiciel, une autorisation est exigée de chaque éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires et les éditeurs de logiciel qui utilisent un autre formulaire, il appartient

N° de l'invitation - Solicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis.

(c) Dans le cadre de la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciel » désigne le propriétaire de tout logiciel compris dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les éléments détaillés en vertu de l'exigence à l'annexe A.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2010A](#) (2020-05-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 32 - Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances est ajouté à 2010A (2018-06-21), Conditions générales - biens (complexité moyenne) comme suit :

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que :
 - a. le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - b. le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou

- c. l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - d. l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
- a. prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
 - b. modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
 - c. reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel;

4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence;

4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La durée du contrat est de l'attribution du contrat au 30 septembre 2022.

6.4.2 Date de livraison

- A. Articles A1 à A5 identifiés dans la base de prix A – L'exigence de l'entreprise doit être reçue 6 semaines après l'attribution du contrat.
- B. Article A6 identifié dans la base de prix A – Exigence de l'entreprise, la disposition relative à la formation en ligne dirigée par l'instructeur, doit être exécutée dans les deux mois suivant la livraison.

6.4.3 Instructions d'expédition - Droits de livraison payés

Les marchandises doivent être expédiées à la destination spécifiée dans le contrat et les droits de livraison payés (DDP) Recherche et développement de la défense Canada, North York Ontario, Canada, Incoterms 2010 pour les expéditions d'un entrepreneur commercial.

6.4.4 Points de livraison

La livraison de l'exigence sera effectuée aux points de livraison spécifiés ci-dessous:

Droits de douane payés « DDP » North York (Ontario)

Recherche et développement pour la défense Canada – Centre de recherches de Toronto
1133, avenue Sheppard Ouest
North York (Ontario)
M3K 2C9
Canada

6.4.5 Biens et(ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à Annexe A du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'Autorité contractante peut exercer l'option à tout moment dans les 18 mois suivant l'attribution du contrat [[date d'insertion à l'attribution du contrat](#)] en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom: Mike Littlefield
Titre: Supply Specialist
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 86 Clarence Street
Kingston
Ontario
Téléphone : (613) 545-8058
Télécopieur : (613) 545-8067
Courriel : mike.littlefield@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.5.2 Responsable technique (à fournir à l'attribution du contrat)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (à remplir par le soumissionnaire)

Renseignements généraux:

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Suivi de la livraison:

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement – Prix unitaires fermes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (**le montant sera insérer au moment de l'attribution du contrat**). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017-08-17), Limite de prix

6.6.3 Paiements multiples

Clause du *Guide des CCUA* [H1001C](#) (2008-05-12), Paiements multiples

6.6.4 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* [C2000C](#) (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

Clause du *Guide des CCUA* [C2608C](#) (2020-07-01), Documentation des douanes canadiennes

6.6.5 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;

6.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires
- (b) 4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel;
- (c) 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence;
- (d) 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- (e) les conditions générales 2010A (2020-05-28) biens (complexité moyenne);
- (f) Annexe A, Énoncé des travaux;
- (g) Annexe B, Base de paiement;
- (h) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ .

6.11 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* [A9006C](#) (2012-07-16), Contrat de défense

6.12 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* [A9068C](#) (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement

Clause du *Guide des CCUA* [D0018C](#) (2007-11-30), Livraison et déchargement

Clause du *Guide des CCUA* [D9002C](#) (2007-11-30), Ensembles incomplets

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2005-05-12) Assurance - aucune exigence particulière

6.13 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

6.14 Inspection et acceptation

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.15 Matériel: En vertu des dispositions des Conditions générales supplémentaires 4001:

La partie III des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : achat)	[Oui]
Lieu de livraison et site d'installation	<i>Recherche et développement pour la défense Canada – Centre de recherches de Toronto 1133, avenue Sheppard Ouest North York (Ontario) M3K 2C9 Canada</i>
Entrepreneur doit livrer la documentation du matériel	[Oui]
Langue de la documentation relative au matériel	Anglais
Entrepreneur doit Installation du matériel au moment de la livraison	[Non]
Période de garantie du matériel	<i>Douze (12) Mois après l'acceptation des livrables. La garantie s'applique à tous les composants de l'appareil.</i>
Catégorie de services de maintenance Un service	<i>Maintenance Service Le support technique requis est par téléphone ou par internet. Dans le cas où il y a un problème matériel ou un problème logiciel grave qui ne peut pas être résolu par téléphone ou par e-mail, un appel de service en personne du fournisseur est requis.</i>
Numéro de téléphone sans frais pour le service de maintenance (soumissionnaire à compléter)	_____
Site Web pour le service de maintenance (soumissionnaire à compléter)	_____

ANNEXE A

BESOIN

1. Titre

Solution d'oculométrie portative

2. Contexte

Le Centre de recherches de Toronto (CRT) de Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) a besoin d'une solution d'oculométrie portative pour effectuer des expériences interactives et des essais d'utilisation dans milieux d'exécution réalistes. Ces travaux serviront principalement à évaluer la charge cognitive qui pèse sur un utilisateur ou une petite équipe (de 6 à 8 personnes) dans diverses tâches opérationnelles en conditions réelles, ainsi que les stratégies de prise de décisions connexes. Pour appuyer ce but, le CRT de RDDC désire se procurer une solution d'oculométrie, soit un ensemble de suiveurs oculaires pour obtenir des données sur au moins un petit groupe, comme mentionné précédemment, et d'autres dispositifs de rechange.

3. Sigles et acronymes

CRT : Centre de recherches de Toronto
EB : Énoncé des besoins
RDDC : Recherche et développement pour la défense Canada
RT : Responsable technique

4. Besoins

4.1 Lunettes d'oculométrie pour expériences en milieux réalistes

Quantité requise : 12

L'entrepreneur doit fournir des lunettes d'oculométrie qui répondent aux spécifications décrites ci-dessous.

Spécifications	Valeur
Poids (maximum)	Maximum : 200 grammes.
Fréquence d'échantillonnage (minimum)	Minimum : 50 Hz.
Méthode d'oculométrie	Imagerie infrarouge de la pupille et de la réflexion cornéenne.
Oculométrie binoculaire	Oui.
Fonctionnement autonome	Oui. L'appareil doit être capable d'enregistrer les mouvements oculaires sans être connecté à un ordinateur de bureau ni à un bloc-notes.
Caméra de scène et microphone intégrés	Oui.
Angle visuel de la caméra de scène	Minimum : 75° sur le plan horizontal et 50° sur le plan vertical.
Résolution et fréquence d'images de la caméra de scène (minimum)	Minimum : 720 pixels (résolution horizontale), à 24 images par seconde.

Spécifications	Valeur
Connectivité Wi-Fi ou Bluetooth	Les lunettes doivent permettre la désactivation de la connectivité Wi-Fi ou Bluetooth si elles comprennent une telle technologie.
Connexion au dispositif d'enregistrement (décrit au paragraphe 4.2)	Les lunettes doivent se connecter par câble au dispositif d'enregistrement; celles qui utilisent uniquement une technologie sans fil ne sont pas acceptables.

Les capacités ci-dessous sont considérées comme des atouts.

Spécifications	Valeur
Possibilité d'utiliser des verres de protection transparents (incassables)	Verres fournis de base ou en option.
Possibilité d'utiliser des verres fumés adaptés aux environnements à haute luminosité	Verres fournis de base ou en option.
Possibilité d'utiliser des verres de correction	Verres fournis par l'utilisateur ou en option.
Possibilité d'utiliser un serre-tête ajustable	Pour fixer les lunettes d'oculométrie pendant les expériences.

4.2 Dispositifs d'enregistrement pour lunettes d'oculométrie

Quantité requise : 18

L'entrepreneur doit fournir des dispositifs d'enregistrement qui répondent aux spécifications décrites ci-dessous.

Spécifications	Valeur
Poids (maximum)	Maximum : 500 grammes.
Portabilité	Les dispositifs ne doivent pas être reliés à un bloc-notes ni à un poste de travail pendant leur utilisation.
Durée de la pile (minimum)	Minimum : 60 minutes
Chargeur de pile mural	Un par dispositif d'enregistrement.
Capacité de stockage (minimum)	Minimum : La capacité de stockage doit être suffisante pour enregistrer des données (mouvements oculaires, séquences vidéo et autres renseignements) pendant 60 minutes.
Support de stockage	Il faut pouvoir stocker toutes les données dans la mémoire du dispositif, ainsi que les extraire par l'entremise d'un support amovible (carte SD), d'un port USB ou d'une connexion par câble. Le support amovible et tous les câbles nécessaires doivent être fournis.
Connexion aux lunettes	Les lunettes doivent se connecter par câble au dispositif d'enregistrement; celles qui utilisent uniquement une technologie sans fil ne sont pas acceptables.
Connectivité Wi-Fi ou Bluetooth	Les dispositifs d'enregistrement doivent permettre la désactivation de la connectivité Wi-Fi ou Bluetooth s'ils comprennent une telle technologie.

4.3 Accessoires

L'entrepreneur doit fournir les accessoires indiqués ci-dessous pour les éléments mentionnés aux paragraphes 4.1 et 4.2.

Description	Quantité requise
Étuis de transport	Il faut fournir suffisamment d'étuis pour protéger tous les éléments précisés aux paragraphes 4.1 et 4.2 pendant leur transport et leur entreposage.

4.4 Logiciel de commande et d'analyse

Nota : Le logiciel de commande et d'analyse peut être offert sous la forme d'un ensemble unique ou d'éléments distincts, c'est-à-dire une application de commande et une autre d'analyse. L'une ou l'autre des options est acceptable, du moment qu'elle satisfait aux exigences décrites ci-dessous. Par souci de commodité, le logiciel de commande et d'analyse sera désigné ci-après comme une application unique, même s'il peut en comprendre plusieurs.

Quantité requise : 2

L'entrepreneur doit fournir un logiciel de commande et d'analyse conforme aux spécifications décrites ci-dessous, lequel sera exécuté par deux systèmes autonomes distincts.

Spécifications	Valeur
Fonction d'étalonnage de la solution d'oculométrie	Oui.
Capacité d'activer l'enregistrement d'événements externes lorsqu'ils surviennent ou de les signaler (estampille temporelle).	Oui.
Données sur la fixation et la direction du regard	Oui.
Données d'intervalle avant la première fixation	Oui.
Données sur la taille et la dilatation de la pupille	Oui.
Données sur la durée et la fréquence des clignements	Oui.
Définition des zones d'intérêt statiques et dynamiques	Oui.
Compatibilité avec le logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences) ou les trousseaux d'analyse Statistica	Oui.
Mises à jour logicielles hors ligne	Oui; il peut être nécessaire de télécharger les mises à jour, mais il faut pouvoir les appliquer à des ordinateurs hors ligne.
Interface utilisateur de type pointer et cliquer	Oui.
Correction automatique des erreurs d'échelle, de translation, de rotation et de parallaxe causées par les écarts entre la caméra oculaire et la caméra de scène	Oui.
Compatibilité générale	Compatible avec Windows 10, version 64 bits

5. Soutien technique et formation

Quantité requise : 1

L'entrepreneur doit fournir un service conforme aux spécifications décrites ci-dessous.

Spécifications	Valeur
Configuration des éléments matériels et logiciels décrits aux paragraphes 4.1 à 4.4 et prestation d'une formation au responsable technique et aux autres intervenants indiqués par ce dernier	Une séance de formation d'au moins une demi-journée doit être donnée par téléconférence à la date convenue entre le responsable technique et l'entrepreneur. La formation doit porter sur : <ul style="list-style-type: none">- l'assemblage et la configuration des lunettes décrites dans le présent énoncé des besoins;- l'installation, la configuration et l'utilisation du logiciel d'oculométrie.

6. Langue de travail

Anglais.

7. Manuels d'utilisation et documentation

L'entrepreneur doit au moins fournir en version électronique anglaise la documentation et les manuels d'utilisation relatifs à l'équipement, y compris les manuels de référence techniques, les guides d'utilisation et les guides de maintenance rédigés par le fabricant d'origine.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

***Instructions :** Les soumissionnaires doivent fournir les prix unitaires fermes tout inclus en dollars canadiens, rendus droits acquittés (DDP) à RDDC, North York, en Ontario. Les prix comprennent la livraison, la taxe d'accise et les droits de douane canadiens applicables (taxes en sus).*

Base de paiement A – Besoin ferme

Article	Description	Qté	Prix unitaire ferme	Prix calculé
A1	Lunettes d'oculométrie Marque : _____ Modèle : _____	12	\$	\$
A2	Dispositif d'enregistrement pour lunettes d'oculométrie (incluant les piles)	18	\$	\$
A3	Chargeur de pile mural	18	\$	\$
A4	Étui de transport robuste	Lot	\$	\$
A5	Licence pour logiciel de commande et d'analyse Nom du logiciel : _____	2	\$	\$
A6	Séance de formation en ligne Séance de formation en ligne d'au moins une journée pour un maximum de 4 participants	Une demi-journée	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Base de paiement B – Option d'achat

L'une de ces options peut être exercée en tout temps dans les 18 mois suivant l'attribution du marché, le **[insérer la date d'attribution du marché]**, pour n'importe quelle quantité jusqu'à la quantité maximale demandée.

ÉQUIPEMENT

Article	Description	Qté	Prix unitaire ferme	Prix calculé
B1	Lunettes d'oculométrie	12	\$	\$
B2	Dispositif d'enregistrement pour lunettes d'oculométrie	18	\$	\$
B3	Pile de rechange pour dispositif d'enregistrement de données	18	\$	\$
B4	Chargeur de pile mural	12	\$	\$
B5	Étui de transport	2	\$	\$
B6	Licence pour logiciel de commande et d'analyse	2	\$	\$

LICENCE DE LOGICIEL ANNUELLE

Article	Description	Prix unitaire ferme
B7	Licences de logiciel annuelles et services de maintenance Période : Une année, du 1 ^{er} mai 2022 au 30 avril 2023	_____ \$ pour l'année
B8	Licences de logiciel annuelles et services de maintenance Période : Une année, du 1 ^{er} mai 2023 au 30 avril 2024	_____ \$ pour l'année
B9	Licences de logiciel annuelles et services de maintenance Période : Une année, du 1 ^{er} mai 2024 au 30 avril 2025	_____ \$ pour l'année

Base de paiement C

Le soumissionnaire doit fournir une liste distincte des coûts liés aux options d'instrument et de pièces de rechange consommables disponibles pour l'instrument proposé, en dollars canadiens. Celle-ci doit également répertorier les coûts relatifs à tout logiciel utilisé par ces options, le cas échéant, et aux mises à niveau requises.

Les prix doivent être établis en dollars canadiens et comprendre tous les frais de transport et de livraison, y compris les frais de transport et ceux liés aux risques connexes, les frais d'assurance, les frais de douane et la taxe d'accise, s'il y a lieu. La taxe de vente harmonisée (TVH) est en sus.

Les prix indiqués ci-dessous sont exclus du processus d'évaluation des soumissions et demeurent valides pendant 18 mois à compter de la date d'attribution du marché.

Besoins facultatifs		Base de paiement C
Article	Besoins facultatifs	Prix unitaire
C1	Verres de protection complémentaires (incassables) – Environ 12 unités	_____ \$
C2	Verres fumés ou antiéblouissement complémentaires (se combinant aux verres de protection ci-dessus) – Environ 12 unités	_____ \$
C3	Verres de correction complémentaires (les degrés de correction seront indiqués au moment de l'achat) – Environ 20 unités	_____ \$
C4	Serre-tête ajustable pour lunettes d'oculométrie – Environ 24 unités	_____ \$
C5		_____ \$
C6		_____ \$
C7		_____ \$
C8		_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE C de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.1 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;

ANNEXE D

CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE OBLIGATOIRES ET EXIGENCES COTÉES

Le soumissionnaire doit présenter des brochures, des fiches techniques ou une description écrite expliquant la façon dont l'équipement proposé répond à tous les critères d'évaluation technique obligatoires indiqués plus bas.

***Important :** S'il devient apparent que le soumissionnaire ne satisfait à AUCUN des critères obligatoires décrits dans le présent document lors de l'évaluation de sa soumission, celle-ci sera immédiatement jugée irrecevable.*

La soumission devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement reprendre les énoncés contenus dans la demande de soumissions ou d'attester la conformité de l'équipement.

Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada exige que les soumissionnaires abordent et présentent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation et sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent également faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.

1. Critères obligatoires

a. Lunettes d'oculométrie pour expériences en milieux réalistes

	Critères – Les lunettes doivent :	Satisfait	Non satisfait
O1	comprendre une caméra de scène et un microphone pour enregistrer des vidéos de l'environnement de l'utilisateur ainsi que le son qui en provient;		
O2	utiliser des techniques d'oculométrie fondées sur l'imagerie infrarouge de la pupille et de la réflexion cornéenne;		
O3	prendre en charge l'oculométrie binoculaire;		
O4	permettre la connexion par câble au dispositif d'enregistrement (les lunettes se connectant uniquement par technologie sans fil ne sont pas acceptables);		
O5	comprendre une caméra de scène offrant un angle visuel minimal de 75° sur le plan horizontal et de 50° sur le plan vertical;		
O6	peser au plus 200 grammes (lunettes seulement);		
O7	présenter une fréquence d'échantillonnage d'au moins 50 Hz pour obtenir des données d'oculométrie;		
O8	comprendre une caméra de scène pouvant au moins capter des images à une résolution horizontale de 720 pixels, à 24 images par seconde (ips).		

b. Dispositif d'enregistrement pour lunettes d'oculométrie

	Critères – Les dispositifs d'enregistrement doivent :	Satisfait	Non satisfait
O10	peser au plus 500 grammes (dispositif d'enregistrement seulement);		
O11	être portables (c.-à-d. détachés de l'ordinateur de bureau ou du bloc-notes servant de poste de travail de commande ou d'analyse pendant l'enregistrement des mouvements oculaires) et permettre aux utilisateurs de bouger librement (une connexion filaire entre les lunettes et le dispositif d'enregistrement est néanmoins essentielle);		
O12	comprendre une pile ayant au moins 60 minutes de charge;		
O13	offrir une capacité de stockage pour enregistrer des données (données d'oculométrie, pistes audio et vidéos) pendant au moins 60 minutes;		
O14	permettre le stockage de toutes les données dans la mémoire du dispositif, ainsi que leur extraction par l'entremise d'un support amovible (carte SD), d'un port USB ou d'une connexion par câble. Le support amovible et tous les câbles nécessaires doivent être fournis.		

c. Logiciel de commande et d'analyse

Nota : Le logiciel de commande et d'analyse peut être offert sous la forme d'un ensemble unique ou d'éléments distincts, c'est-à-dire une application de commande et une autre d'analyse. L'une ou l'autre des options est acceptable, du moment qu'elle satisfait aux critères décrits ci-dessous. Par souci de commodité, le logiciel de commande et d'analyse sera désigné ci-après comme une application unique, même s'il peut en comprendre plusieurs.

	Critères – Le logiciel doit :	Satisfait	Non satisfait
O15	comprendre une fonction d'étalonnage de la solution d'oculométrie;		
O16	fournir des données sur la fixation et la direction du regard;		
O17	fournir des données d'intervalle avant la première fixation;		
O18	fournir des données sur la taille et la dilatation de la pupille;		
O19	fournir des données sur la durée et la fréquence des clignements;		
O20	prendre en charge les zones d'intérêt statiques et dynamiques;		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

O21	permettre la synchronisation des données d'oculométrie avec des sources de données externes (en déclenchant l'enregistrement en fonction d'événements externes ou en les signalant au moyen d'estampilles temporelles);		
O22	être compatible le logiciel SPSS ^{MC} ou les troussees d'analyse Statistica ^{MC} ;		
O23	permettre sa mise à jour lorsque l'ordinateur de commande ou d'analyse est hors ligne;		
O24	présenter une interface utilisateur de type pointer et cliquer;		
O25	assurer la correction automatique des erreurs d'échelle, de translation, de rotation et de parallaxe causées par les écarts entre la caméra oculaire et la caméra de scène (p. ex., parce que les lunettes ont glissé);		
O26	être compatible avec Windows 10, version 64 bits.		

2. Exigences cotées

Les soumissionnaires doivent fournir une fiche technique et une documentation descriptive pour le matériel et le logiciel proposés afin de démontrer leur conformité aux exigences cotées indiquées plus bas.

Les propositions seront évaluées à l'égard des exigences cotées en fonction d'une note maximale de quatre-vingts (80) points. Celles qui obtiendront une note inférieure à la note minimale de trente (30) points seront jugées non conformes et irrecevables dans le cadre d'examens ou d'évaluations ultérieures.

Méthode de notation :

Critères cotés				
	Élément coté	Nombre de points maximum	Nombre minimum de points requis	Note
CC1	Poids	10	5	
CC2	Fréquence d'échantillonnage maximale	10	5	
CC3	Angle visuel de la caméra de scène (plan vertical)	10	5	
CC4	Angle visuel de la caméra de scène (plan horizontal)	10	5	
CC5	Résolution horizontale de la caméra de scène	10	5	
CC6	Fréquence d'images de la caméra de scène	10	5	
		60	30	
Capacités supplémentaires – Facultatives				
CC7	Possibilité d'utiliser des verres de protection transparents et incassables (fournis de base ou en option)	5	0	
CC8	Possibilité d'utiliser des verres fumés (fournis en option) adaptés aux environnements à haute luminosité	5	0	
CC9	Possibilité d'utiliser des verres de prescription (fournis par l'utilisateur ou en option)	5	0	
CC10	Possibilité d'utiliser un serre-tête ajustable pour fixer les lunettes d'oculométrie durant les expériences	5	0	
Note totale – CC1 à CC10		80	30	

a. Lunettes d'oculométrie pour expériences en milieux réalistes

	Critères d'évaluation cotés	Note minimale	Note maximale
CC1	Poids Exactement 200 grammes : 5 points Entre 200 et 150 grammes : 8 points Inférieur à 150 grammes : 10 points	5	10
CC2	Fréquence d'échantillonnage maximale Exactement 50 Hz : 5 points Entre 50 et 100 Hz : 8 points Supérieure à 100 Hz : 10 points	5	10
CC3	Angle visuel de la caméra de scène (plan vertical) Exactement 50° : 5 points Entre 50 et 60° : 8 points Supérieur à 60° : 10 points	5	10
CC4	Angle visuel de la caméra de scène (plan horizontal) Exactement 75° : 5 points Entre 75 et 90° : 8 points Supérieur à 90° : 10 points	5	10
CC5	Résolution horizontale de la caméra de scène Exactement 720 pixels : 5 points Entre 720 et 1080 pixels : 8 points Supérieure à 1080 pixels : 10 points	5	10
CC6	Fréquence d'images de la caméra de scène Exactement 24 ips : 5 points Entre 24 et 30 ips : 8 points Supérieure à 30 ips : 10 points	5	10
CC7	Possibilité d'utiliser des verres de protection transparents et incassables (fournis de base ou en option) Non : 0 point Oui : 5 points	0	5
CC8	Possibilité d'utiliser des verres fumés (fournis en option) adaptés aux environnements à haute luminosité Non : 0 point Oui : 5 points	0	5
CC9	Possibilité d'utiliser des verres de correction (fournis par l'utilisateur ou à part) Non : 0 point Oui : 5 points	0	5
CC10	Possibilité d'utiliser un serre-tête ajustable pour fixer les lunettes d'oculométrie durant les expériences Non : 0 point Oui : 5 points	0	5

ANNEXE E

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE CERTIFICATION

1. Conseil d'administration

Conformément à la, [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#), section 17, les soumissionnaires doivent fournir la liste des membres de leur conseil d'administration. Les soumissionnaires offrants doivent fournir ces renseignements dans leur soumission.

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

Nom de l'administrateur/Titre : _____

2. Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA)

Conformément à la Section 2, Numéro d'entreprise - approvisionnement, des Instructions uniformisées, Les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'une offre à commande.

Numéro d'entreprise - approvisionnement - _____

Si les fournisseurs ne possèdent pas de une NEA, les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à [Données d'inscription des fournisseurs](#). Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

ANNEXE F

FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE

Formulaire 1

Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)

Ce formulaire vise à confirmer que le fabricant original de matériel (FOM) nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir et à maintenir ses produits dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous :

Nom du constructeur FOM _____

Signature du signataire autorisé du FOM _____

Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du FOM _____

Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du FOM _____

Adresse du signataire autorisé du FOM _____

No de téléphone du signataire autorisé du FOM _____

No de télécopieur du signataire autorisé du FOM _____

Date de signature _____

Numéro de la demande de soumissions W7719-215523/A

Nom du soumissionnaire _____

Formulaire 2

Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel

(à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel)

Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :

Liste des logiciels:

Enchérisseur pour ajouter plus de lignes au besoin.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W7719-215523/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
6000515766

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54170

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN930
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

Formulaire 3
Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel
(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur de logiciel)

Ce formulaire vise à confirmer que l'éditeur de logiciel nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous.

Nom du constructeur EL _____

Signature du signataire autorisé du EL _____

Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du EL _____

Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du EL _____

Adresse du signataire autorisé du EL _____

No de téléphone du signataire autorisé du EL _____

No de télécopieur du signataire autorisé du EL _____

Date de signature _____

Numéro de la demande de soumissions W7719-215523/A

Nom du soumissionnaire _____